

L'effondrement industriel de l'Europe : les entreprises fuient | Dr S. Ebner & R. Landgraf

Le ralentissement économique du cœur de l'UE (Allemagne, France, Italie) progresse à une vitesse incroyable. Les PME meurent ou sont vendues à des investisseurs américains et chinois qui convoitent la propriété intellectuelle d'entreprises autrefois compétitives. Le Dr Stephan Ebner et Rolf Landgraf, deux avocats allemands travaillant directement avec des entreprises traversant cette période, rejoignent Pascal pour discuter de cette spirale infernale. S'appuyant sur leur travail de conseil lors de transactions d'entreprises, ils examinent la bureaucratie, les coûts de l'énergie, les problèmes de succession, les acquisitions étrangères et la perte d'expertise industrielle. Ils débattent de la capacité de la production de défense à compenser le déclin de l'industrie automobile, évaluent la dépendance de l'Europe envers les États-Unis et discutent de la paralysie politique. Malgré leurs inquiétudes, la conversation se conclut sur les opportunités offertes par l'expansion internationale, l'agriculture verticale et l'intelligence artificielle. Liens de Stephan et Rolf : Maclaw : <https://maclaw.legal> Équipe Maclaw : <https://maclaw.legal/team/> Profil de Rolf Landgraf : <https://www.landgraf-schneider.com/team/rolf-c-landgraf/> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Stephan Ebner et Rolf Landgraf : l'exode des entreprises européennes 05:45 Coûts de l'énergie et pression à la vente 11:47 Financiarisation et perte des connaissances industrielles 15:59 Des fournisseurs automobiles à la production de défense 23:35 Déclin économique et blocage politique à travers l'Europe 29:19 Bruxelles, réglementation et limites de la réforme 37:13 Quelles industries partent — et l'Amérique peut-elle aider ? 42:40 Expansion internationale et raisons d'être optimiste

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, de nouveau avec mon collègue, le docteur Stefan Ebner, et, pour la première fois, avec son collègue, monsieur Rolf Landgraf, du cabinet juridique Maclaw. Rolf, Stefan, bienvenue à nouveau. Merci beaucoup. C'est toujours un plaisir d'être avec vous. Merci beaucoup de vous reconnecter avec nous. En réalité, vous travaillez tous les deux pour plusieurs cabinets juridiques, et vous êtes directement impliqués dans l'aide apportée aux entreprises qui cherchent à quitter l'Europe. C'est justement le sujet dont nous voulons parler aujourd'hui : le bradage de l'Europe, et la manière dont les entreprises fuient actuellement le continent. Nous assistons non seulement à une fuite des cerveaux, mais aussi au départ

d'entreprises et d'industries. Vous travaillez directement sur ces dossiers. Alors, pour que tout le monde comprenne bien ce que vous faites, Stefan d'abord, puis Rolf : concrètement, en quoi consiste votre travail au quotidien ?

#Stephan Ebner

Merci beaucoup pour cette question. Eh bien, nous aidons des entreprises à vendre leur société. Nous aidons aussi d'autres entreprises à vendre des sociétés allemandes, suisses ou autrichiennes. C'est essentiellement ce que nous faisons. Cela s'appelle le droit transactionnel des fusions-acquisitions. Et vous avez employé le bon mot. Nous observons une fuite, et c'est inquiétant. Pourquoi voyons-nous cette fuite ? Les valorisations des entreprises, surtout en Allemagne, sont au plus bas. En ce moment, on peut acheter des entreprises allemandes pour une bouchée de pain. Et nous voyons plusieurs raisons à cela. Par exemple, il y a, de manière générale, la bureaucratie de l'Union européenne. L'économie est au plus bas. Nous constatons un problème de leadership politique, qui ne peut plus être pris au sérieux. Et nous avons aussi un problème avec les nouveaux propriétaires d'entreprises, souvent des héritiers. Ce sont de jeunes personnes qui ne sont pas vraiment intéressées par le fait d'être entrepreneurs, qui veulent profiter de la vie, qui veulent être sur une plage en France.

Et ils se disent : bon, si nous avons de tels problèmes, surtout en Allemagne ou dans l'Union européenne, nous vendons simplement notre entreprise pour beaucoup d'argent. Peut-être qu'elle vaut deux cents ou deux cent cinquante millions, et nous la vendons à des investisseurs chinois pour soixante-dix ou quatre-vingts millions. On se débarrasse des problèmes et on profite de la vie. Et bien sûr, c'est une évolution très, très problématique ici, en Europe, dans l'Union européenne, et surtout en Allemagne. Parce qu'à l'avenir, nous n'aurons plus d'entreprises. Nous n'aurons plus de bonnes entreprises, ni autant d'entreprises qu'aujourd'hui. Nous perdrons ces emplois et, surtout, nous perdrons le savoir-faire. Le savoir-faire qui a fait la grandeur de l'Allemagne, qui a aidé l'Allemagne à devenir un pays prospère. Et c'est peut-être là un point sur lequel je vais passer la parole à Rolf : le rachat d'entreprises détentrices de propriété intellectuelle.

#Rolf Landgraf

Oui, certainement. Je pense qu'il y a plusieurs raisons. Stefan, vous avez évoqué pas mal de points. Je pense que l'un d'eux, c'est la bureaucratie. Elle tue toute envie de créer une entreprise, de lancer une activité ici. Par exemple, dans mon quartier, il y a un menuisier qui emploie vingt-cinq personnes. Il faisait construire un nouveau hangar pour des machines à bois, pour couper le bois et, comment dire, pour coller la couche supérieure sur le bois. Ce ne sont pas des déchets nucléaires. C'est simplement un menuisier. Il travaille le bois. Et il a dû attendre quatre ans avant d'être autorisé à utiliser son atelier de production. Puis, quand il a commencé à l'utiliser, un voisin, agacé qu'il y ait de l'activité, est allé voir la police et a dit : « Dans le passé, il a enfoui des déchets sous terre. » Alors la police est arrivée. Trente-cinq policiers, trois chefs de police, et ils l'ont arrêté.

Une grosse pelleteuse est arrivée. Le sol a été ouvert, ils ont retiré quelques pierres, et aucun déchet n'a été trouvé. Mais lui a été empêché de travailler pendant une journée. Maintenant, une enquête est en cours. L'État doit mobiliser trente personnes qui se rendent sur place pour enquêter sur une supposée élimination de déchets. Bien sûr, l'élimination des déchets est un sujet à prendre au sérieux si cela nuit à l'environnement. Mais cela montre simplement que les gens sont trop sous pression. Environ vingt-cinq pour cent des personnes qui dirigent une entreprise en Allemagne veulent aujourd'hui arrêter, parce qu'elles en ont assez de la bureaucratie, assez d'employés qui ne sont pas motivés, et de coûts de l'énergie qui sont exorbitants. Donc, je pense que c'est un mélange de beaucoup de choses. Et comme Stefan l'a dit, les gens se demandent : « Si je peux vendre mon entreprise, est-ce que je peux avoir une vie sans être stressé tous les jours ? » C'est plus facile.

#Pascal

Donc, la bureaucratie ne cesse de croître. Le coût des affaires augmente. Et peut-être pouvons-nous parler plus particulièrement de la question de l'énergie ? Parce qu'à l'heure actuelle, c'est un problème entièrement créé par nous-mêmes. Toute l'Europe, les Européens, ont complètement modifié leur mix énergétique. Ils ont abandonné le gaz russe, bon marché et fiable, et tout ce qui allait avec, pour se tourner vers du gaz naturel liquéfié très coûteux venant des États-Unis. Et devinez quoi ? La guerre en Iran n'arrange rien. Les Américains envisagent même désormais d'interrompre leurs exportations de produits pétroliers... non, de diesel. Alors, comment cette question de l'énergie affecte-t-elle actuellement l'équilibre que vous avez décrit ? Peut-être d'abord Stefan, puis Rolf à nouveau.

#Stephan Ebner

Merci beaucoup. C'est dévastateur. C'est le seul mot que je puisse employer. C'est tout simplement dévastateur. Et si vous êtes propriétaire d'une entreprise, vous ne pouvez rien y faire. Vous pouvez engager des avocats. Vous pouvez engager d'excellents conseillers, qui vous voulez. Il n'y a aucun moyen d'y échapper. C'est aussi coûteux que ça. Et si vous ne payez pas l'énergie, vous n'en aurez pas. Et là, vous pouvez fermer la porte de l'entreprise. Beaucoup d'entrepreneurs le voient bien, surtout la nouvelle génération, celle qui a hérité d'entreprises de ses parents et de ses grands-parents. Ils se disent : pourquoi faire ça ? Pourquoi me mettre dans une situation où je ne peux rien y faire, alors que je peux vendre une entreprise pour quatre-vingts millions d'euros et ensuite avoir une belle vie ? Et Pascal, vous devez imaginer à quel point il est facile de vendre une grande entreprise dont on a hérité.

Ils ne viennent même pas dans nos bureaux. Ils nous appellent, tout simplement. En général, ils nous connaissent. Ils nous appellent et nous disent : « Nous voulons vendre notre entreprise. » Et la première chose que je fais, c'est d'appeler nos collègues, nos amis à Shanghai ou à Pékin, et de leur dire : « Voilà, il y a une excellente entreprise. Nous allons vous envoyer quelques chiffres, quelques informations à son sujet. Les propriétaires veulent la vendre. Avez-vous un client qui souhaiterait l'acheter ? » Et dans la plupart des cas, je dirais dans plus de quatre-vingt-dix pour cent des cas,

nous recevons un retour assez rapidement. Ils ont alors une sorte d'investisseur financé par le gouvernement chinois, c'est-à-dire par le Parti chinois. Et cet investisseur sera intéressé, et la procédure pourra commencer. Les propriétaires n'ont rien à faire. Les avocats s'occupent de tout à cet égard.

#Pascal

Et le problème, c'est que...

#Stephan Ebner

Et on nous demande souvent : n'y a-t-il pas, en Allemagne ou dans l'Union européenne, des lois qui empêchent, par exemple, le rachat de savoir-faire allemand ? Nous devons répondre que si, il existe tout un ensemble de lois. Mais, dans la pratique, ce n'est pas vraiment important. On trouve toujours un moyen de les contourner. Ce n'est que lorsqu'on vend des entreprises dans le secteur de la défense ou dans des domaines d'infrastructures critiques que cela peut poser problème. Mais même là, on trouve des solutions juridiques pour faire entrer, par exemple, des acheteurs chinois au capital. C'est donc un cercle vicieux.

#Rolf Landgraf

S'il vous plaît, Rolf. Désolé de vous interrompre. En ce qui concerne les coûts de l'énergie, je pense qu'aux États-Unis, vous payez environ huit centimes de dollar par kilowattheure. En Allemagne, c'est vingt-sept. Dans la moyenne européenne, c'est vingt-trois. Donc, en Allemagne, les coûts de l'énergie sont trois fois plus élevés qu'en Asie ou aux États-Unis. Toute industrie très énergivore va donc, évidemment, fermer dans les cinq prochaines années. Nous sommes donc confrontés à une désindustrialisation massive. Et rien ne l'arrêtera. Comme vous l'avez dit au début de votre question, l'énergie, quel est son impact sur l'économie ? Je pense qu'elle a déjà eu un impact considérable. Mais davantage d'industries vont partir, comme la sidérurgie, et surtout l'acier, parce que ce sont des secteurs très énergivores. Et ce qui a été fait dans le passé... enfin, vous connaissez l'histoire.

Il y a dix ans, il y a quatorze ans, Madame Merkel, notre ancienne chancelière, a décidé de fermer les centrales nucléaires. Or, on ne peut pas tout faire fonctionner avec des panneaux solaires et des éoliennes. Voilà ce qui se passe quand le vent et le soleil sont variables : nous donnons notre énergie, et nous payons en plus les pays voisins pour qu'ils prennent notre électricité. Parce que sinon, tout le réseau sauterait. Et quand il n'y a pas de soleil et pas de vent, nous rachetons de l'électricité à ces pays, surtout à la France, de l'électricité nucléaire, à un prix trois fois supérieur à ce que nous payions auparavant pour la produire. C'est donc un autre élément qui affecte fortement l'économie et l'industrie.

#Pascal

Vous savez, l'un des autres effets, ou l'un des autres phénomènes que nous avons observés, je pense, surtout depuis la réunification de l'Allemagne, c'est que, d'abord, il y a eu une grande vente d'actifs en Allemagne de l'Est, n'est-ce pas ? Ensuite, on a l'impression que la financiarisation de l'économie s'est aussi produite en Allemagne. Les grandes banques et les grandes structures financières ont toutes pris de l'ampleur, et ce secteur a été déréglementé. Mais ce dont vous parlez, les PME, qui constituent à bien des égards l'épine dorsale d'une industrie saine, elles commencent à dépérir, à mourir. Et maintenant, nous sommes dans une phase d'agonie, où tout ce qui reste est en train d'être vendu. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet, et nous expliquer comment vous percevez cet aspect de la financiarisation ?

#Stephan Ebner

Avec plaisir, merci. L'épine dorsale de l'économie allemande est brisée. On est en train de briser le cou de l'économie allemande. Tout tourne autour de l'argent. Et, pour être honnête, c'est peut-être aussi en partie la faute de nous, les avocats. La financiarisation : nous contactons nos clients américains et nous leur disons, même s'ils ne nous ont rien demandé : « Voudriez-vous acheter une entreprise en Allemagne ? En ce moment, ce n'est pas cher, les prix sont bas. Nous pouvons vous aider. » Et ils y sont réceptifs, parce qu'en général, leur situation financière est bonne. Ils investissent cet argent dans l'espoir que, un jour, peut-être dans dix ou quinze ans, les gens dans l'Union européenne, en Allemagne, retrouveront la raison, et que nous assisterons de nouveau à une évolution plus favorable.

Et ils remporteraient une grande victoire dans ce domaine. Et tout tourne autour de l'argent. Tout tourne autour des impôts. Le gouvernement allemand voit bien, évidemment, qu'on se fait racheter, qu'on vend des brevets qu'on ne récupérera jamais, et qu'on sera hors jeu si ces brevets, si cette propriété intellectuelle disparaissent. Mais ils cherchent des solutions à court terme. Et à court terme, si des brevets, si des entreprises sont rachetés par de grands groupes chinois, cela leur rapporte des recettes fiscales. Ils peuvent dire que notre économie croît dans une certaine mesure, ce qui n'est pas vrai. Nous touchons des impôts parce que des investisseurs étrangers achètent de la propriété intellectuelle allemande. Mais à long terme, ce sera dévastateur. Wolf, qu'en pensez-vous ?

#Rolf Landgraf

Surtout en ce qui concerne l'est de l'Allemagne, bien sûr, il y a eu une liquidation après la réunification. Mais il n'y avait plus d'industrie qui fonctionnait, parce qu'elle avait été fermée. Elle n'était pas compétitive à cette époque. C'est pour cela que l'État a fait faillite à la fin des années quatre-vingt. Et ce à quoi nous sommes confrontés, dans l'Est, c'est que nous avons très, très peu d'entrepreneurs. Même après quarante ans, les gens n'ont pas l'habitude de se débrouiller par eux-mêmes, parce que l'État gérait tout dans les moindres détails : la manière dont vos enfants étaient emmenés à l'école, ce que vous pouviez étudier ou non, ce que vous deviez apprendre. Vous n'aviez pas à vous préoccuper du montant du loyer de votre appartement, parce que l'État s'occupait de tout. Les gens ne sont donc pas capables de rendre leur vie confortable par eux-mêmes. C'est

pourquoi certaines très grandes industries se sont implantées dans l'est de l'Allemagne. Mais nous n'y avons pas beaucoup de petites et moyennes entreprises. C'est donc difficile, et le retour sur investissement dans les infrastructures reste encore assez faible.

#Pascal

Et Stefan, je crois que la première fois que nous avons parlé, nous avons évoqué l'intégration des PME allemandes dans le complexe militaro-industriel américain. Donc, le domaine dans lequel l'Allemagne reste forte, c'est la fabrication d'instruments de précision, qui sont désormais utilisés de plus en plus à des fins militaires. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet ? Comment cela évolue-t-il ? Et puis, est-ce qu'on voit aujourd'hui des entreprises industrielles rachetées par les Chinois, par les Américains ? Est-ce que cela contribue à une séparation croissante, au point qu'il ne reste plus rien pour la prise de décision locale ?

#Stephan Ebner

Absolument. Là, on voit un boom, mais ce boom ne se produit pas vraiment en Allemagne. Il se produit aux États-Unis. On a donc ces PME qui constatent que l'automobile est morte. Elle n'est pas en train de mourir. Elle est morte. Elles ne font donc plus aucun investissement, quel qu'il soit, dans le secteur automobile en Allemagne. C'est pourtant l'épine dorsale du pays, mais personne ne semble vraiment s'en soucier. On lit parfois des articles à ce sujet dans les journaux, mais les gens continuent comme avant, le gouvernement aussi. Mais l'automobile est morte. Ils doivent changer. Alors, qu'est-ce qu'ils font ? Ils investissent aux États-Unis et dans le secteur de la défense. Et ça fonctionne. Les caractéristiques allemandes s'imposent ici : la précision, la concentration, le travail rigoureux. Fabriquer des armes qui tuent d'autres personnes, ça marche, et on gagne de l'argent avec ça. Mais le marché n'est pas assez grand pour que toutes ces PME, tous ces fournisseurs allemands de l'automobile, puissent se reconvertir dans la défense. Donc oui, il y a un boom. Il se passe quelque chose. Mais cela ne suffira pas à compenser ce qui arrive globalement à l'économie allemande. Donc, c'est difficile. Oui. Oui.

#Rolf Landgraf

Tout le pays ne peut pas vivre de l'industrie de la défense. Mais je pense qu'il va y avoir un mouvement assez important vers ce secteur, parce que, depuis la guerre en Ukraine, tout le monde prend conscience que la défense est importante. Ces quarante dernières années, nous avons tous vécu ici en paix. Et tout le monde pensait : les armes, c'est mal ; les chars, c'est mal ; l'armée, c'est mal. Les personnes qui travaillaient pour l'armée ne voulaient pas montrer leur uniforme en public. Mais aujourd'hui, on voit que les gens sont fiers de faire partie de l'armée, de travailler dans le secteur militaire. Donc, les mentalités ont beaucoup changé.

Et les grands groupes automobiles, comme Mercedes et Volkswagen, envisagent de fermer des usines, puis de les reconvertir pour fabriquer des équipements destinés à l'industrie de la défense. Il

y a donc un changement. Autour de chaque usine automobile, il y a des centaines de PME qui fournissent des pièces, comme des vis, des boulons, ou d'autres éléments, des câbles ou des équipements électroniques, à ces grands constructeurs automobiles. S'ils réorientent leur production vers la défense, je suis certain que cela peut considérablement atténuer la désindustrialisation. Des entreprises se tournent vers le secteur de la défense. Je pense que c'est aussi une très bonne opportunité. Et la collaboration avec les États-Unis et d'autres pays nous aidera à développer ces industries et à les rendre encore plus fortes.

#Pascal

Mais cela veut dire, vous savez, puisque le secteur de la défense est si fortement protégé, que ce que nous voyons, pour l'économie allemande et l'économie européenne en général, c'est ceci : soit tout ce qui n'est pas lié à la défense sera vendu au reste du monde — surtout, peut-être, à la Chine et à quelques autres pays qui rachètent des actifs — soit le reste sera étroitement intégré à un ensemble qui, au bout du compte, sera contrôlé depuis Washington. Parce qu'il faudra respecter les normes fixées là-bas. Ce ne sera même pas Bruxelles. Ce sera Washington, parce que c'est là que se trouvera le siège des opérations. Est-ce que c'est la direction que prend, globalement, l'économie européenne ?

#Stephan Ebner

Absolument. Nous dépendons totalement des États-Unis, surtout dans le secteur de la défense. Enfin, tout le monde a entendu parler des nouveaux avions de chasse que l'Allemagne a achetés aux États-Unis. Si vous regardez les contrats, vous dépendez totalement des États-Unis.

#Stephan Ebner

Les États-Unis sont libres de décider s'ils vous fournissent les nouvelles mises à jour logicielles pour ces avions de chasse. Si vous ne les avez pas, vous pouvez laisser l'avion au sol. Il ne vous sert absolument à rien. Et l'Allemagne paie des prix ridicules pour ça. Enfin, ce n'est pas un partenariat d'égal à égal. C'est... je ne sais pas comment appeler ça. Oui, c'est révélateur. Oui.

#Rolf Landgraf

Et je pense que les États-Unis n'ont pas ces problèmes de normes techniques différentes. Par exemple, les Allemands et les Français n'ont pas réussi à trouver une solution pour produire des chars, parce que la France et l'Allemagne ont des techniques différentes. Les Français voulaient utiliser d'autres moteurs. Les Allemands voulaient construire des chars que même des femmes enceintes pourraient conduire sans nuire à leur enfant à naître. Attendez, attendez, attendez. Ça ressemble à une blague, mais, pour être honnête, c'est vrai. Le char allemand, dont le développement a duré quelques années, a dû être abandonné, parce qu'on ne pouvait pas garantir que des femmes enceintes puissent le conduire sans nuire à leur enfant à naître. Il fallait une

climatisation, et les sièges devaient être confortables, pour qu'une femme enceinte ne subisse aucun préjudice. Les coûts de développement de ce véhicule ont donc encore augmenté de vingt millions de dollars. Voilà à quel point nos règles et nos réglementations sont parfois absurdes.

#Pascal

On parle de chars, n'est-ce pas ? De chars utilisés à la guerre pour aller tuer d'autres personnes, essayer des tirs et être tué dans ces chars, n'est-ce pas ? Oui.

#Rolf Landgraf

Oui. Oui, ça vous laisse sans voix. On ne sait plus quoi dire. On dirait une blague, mais... oui.

#Stephan Ebner

Oui.

#Pascal

Je suis sans voix. Je n'ai jamais entendu quelque chose d'aussi énorme et ridicule. C'est la chose la plus ridicule que j'aie entendue sur cette chaîne en quatre ans et demi d'existence. Mais félicitations, l'Allemagne. Je ne dis pas merci, parce que ce n'est même pas honteux. C'est juste ridicule.

#Rolf Landgraf

Très bien.

#Pascal

Et donc, selon vous, cela ne fait maintenant qu'accélérer ce type de déclin économique. Et qu'en est-il du reste de l'Europe ? Bien sûr, votre expertise porte probablement surtout sur l'Allemagne, mais qu'en est-il de la France, de l'Italie et, disons, de l'Espagne, de l'Europe de l'Est ? Qu'observez-vous là-bas ? Sont-ils sur une trajectoire similaire, ou est-ce surtout le cœur économique de l'Europe qui est touché en ce moment ?

#Stephan Ebner

Je pense qu'on peut parler d'un mode de suicide en direct de l'Union européenne. Ce n'est donc pas seulement l'Allemagne. Je veux dire, la situation est très difficile en Allemagne, donc l'Allemagne est en tête à cet égard. Mais, pour être honnête, on observe des évolutions comparables partout dans l'Union européenne. Par exemple, j'ai récemment déménagé au Luxembourg. Nous y avons créé un bureau. Et ce que nous voyons, c'est une société luxembourgeoise totalement riche. Ils ont de l'argent, de l'argent, de l'argent. Et si vous regardez de plus près les normes, les normes juridiques au

Luxembourg, c'est effrayant. Dans bien des cas, ils n'ont même pas de lois pour certaines questions précises. Alors, ils font simplement ce qu'ils estiment juste. Et ils ne cherchent pas vraiment à accomplir quoi que ce soit. Ils ont leur domaine, celui dont ils tirent leur argent. Au Luxembourg, c'est le secteur financier.

Et ils ont une belle vie, et l'argent afflue de pays comme l'Allemagne et la France. Et ils ne cherchent plus vraiment à accomplir quoi que ce soit. Je ne les vois donc pas travailler tard le soir, ou quelque chose comme ça, comme on le voit, par exemple, aux États-Unis ou en Asie. C'est donc un déclin total. Et ce n'est pas seulement l'Allemagne. On le voit aussi en France. On le voit en Espagne. Les gens pensent pouvoir compter sur l'État, sur les systèmes de sécurité sociale, et ne pas avoir à travailler aussi dur. Ils demandent seulement ce que leur gouvernement peut faire pour eux. On nous demande donc sans cesse, presque tous les jours : « Que pensez-vous de l'évolution de l'Union européenne ? » Et notre réponse est claire : nous ne voyons aucune chance. Cela ne fonctionnera donc pas à l'avenir.

#Rolf Landgraf

Oui, je pense qu'il y a deux aspects. D'un côté, nous sommes confrontés à la désindustrialisation et au coût de la protection sociale, qui ne peuvent plus être financés par les fonds publics. Et de l'autre, les gens sont de plus en plus déçus, parce que les impôts augmentent et que les services se dégradent. Par exemple, des institutions publiques comme les hôpitaux publics ferment, les piscines ferment, tous les équipements sportifs ferment, parce que l'État n'a pas assez d'argent. Cela pousse les gens à voter pour l'extrême gauche et l'extrême droite. Et particulièrement en France, l'extrême gauche et l'extrême droite ont suffisamment de voix, mais elles ne formeront pas un gouvernement commun. Cela rend ces pays ingouvernables.

Et nous sommes confrontés à cela, aujourd'hui, dans l'est de l'Allemagne. Lors des dernières élections à Berlin, les socialistes, les socialistes d'extrême gauche, les communistes ont remporté l'élection. Et le deuxième parti le plus fort était l'extrême droite, l'AfD, Alternative pour l'Allemagne. Cela rend la situation encore plus difficile. D'un côté, il y a la désindustrialisation, des gens mécontents, des gens qui votent pour l'extrême gauche ou pour l'extrême droite. Et alors, il n'y a plus de gouvernements stables, et aucune possibilité de véritables modernisations.

#Pascal

Mais on a presque l'impression que le processus politique lui-même est dans l'impasse. Je veux dire, les gens au pouvoir et l'élite bruxelloise sont plus ou moins installés. Les partis qui voudraient changer cela, du moins en théorie, se bloquent les uns les autres à cause de leurs divergences idéologiques. Et toute cette coopération avec les États-Unis et l'appareil transatlantique est plus ou moins en place, n'est-ce pas ? Donc, tout reste bloqué là où c'est. Ou bien voyez-vous un scénario réaliste dans lequel l'Allemagne, la France et l'Italie pourraient sortir de cette impasse ?

#Stephan Ebner

C'est de la folie pure. De la folie pure. Et pour être honnête, je n'ai pas vraiment d'explication à ça. Qu'est-ce qui se passe là-bas ? Enfin, Berlin va être gouvernée par des communistes. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ils ont des liens ouverts avec le crime organisé à Berlin. Ils veulent retirer les financements aux forces de police. C'est complètement fou, et on ne voit rien venir de Bruxelles qui pourrait faire changer les choses à ce sujet. Ce n'est qu'une sorte de propagande. Tout va très bien dans l'Union européenne. Tout va bien pour nous. Nous connaissons un formidable développement. Faisons entrer le Canada dans l'Union européenne. Tout ira bien. C'est de la folie pure.

#Pascal

Rolf, peut-être aussi l'impact de Bruxelles. Je veux dire, puisque tous les États membres de l'Union européenne sont également soumis aux règles et aux réglementations qui viennent directement de l'échelon européen, quel effet cela a-t-il sur cette dynamique que nous décrivons ici ?

#Rolf Landgraf

Au départ, l'Union européenne devait créer un marché européen unique, uniquement guidé par des considérations économiques. Depuis la fin des années soixante-dix ou les années quatre-vingts, elle a voulu instaurer les mêmes normes économiques et les mêmes standards de protection sociale. Cela a fait exploser l'État-providence et les coûts. Cela ralentit l'industrie, parce qu'elle s'est éloignée de sa mission initiale : créer un marché européen unique. Et ce marché est encore très loin d'être achevé, puisque nous avons des réglementations différentes dans chacun des pays membres. Mais l'Union se préoccupe de plus en plus de sujets qui sont moins importants pour l'économie. Elle accorde davantage d'attention à l'égalité des conditions de vie, en augmentant les impôts au niveau européen et en redistribuant l'argent vers d'autres pays. Cela transforme toute l'Union européenne en une union socialiste. Donc, pour résumer, je pense que c'est encore pire aujourd'hui. Et c'est pourquoi certains partis d'extrême droite, comme en Pologne ou en Italie, aimeraient même quitter l'Union européenne. Mais quand on regarde le Royaume-Uni, on voit que cela ne semble pas être la bonne solution, car le pays a beaucoup souffert et a perdu une part importante de sa croissance économique ces dernières années.

#Pascal

Oui, Stefan, selon vous, où est-ce que l'échelon européen mène réellement les États ? Parce qu'il y a une chose que je dois dire : au cours des quatre ans et demi de guerre en Ukraine, on a vu que le centre bruxellois a réussi à s'emparer d'une part importante du pouvoir, mais aussi de l'attention du public. Vous savez, je ne me souviens pas qu'il y a six ou sept ans, on prêtait autant d'attention aux déclarations de la présidente de la Commission ou du haut représentant pour les affaires étrangères. On ne les suivait pas d'aussi près qu'aujourd'hui. Leur importance dans l'ensemble de l'architecture politique a clairement augmenté, n'est-ce pas ?

#Stephan Ebner

Oui, ça a été le cas. Dans une certaine mesure. Mais je pense qu'au bout du compte, ils restent impuissants. Ils ne peuvent pas vraiment faire quoi que ce soit dans l'Union européenne. C'est tout simplement trop lourd. Et je pense que, bien sûr, ils savent dans quelle direction ils vont, et que ça ne fonctionnera plus à l'avenir. Mais ils voient qu'ils n'ont plus la possibilité de changer les choses. Alors, ils essaient simplement de tirer le plus longtemps possible des revenus de ces institutions. Je veux dire, quand on regarde les bureaucrates de Bruxelles, ce qu'ils gagnent et ce qu'ils ont réellement à faire toute la journée... J'ai aussi des amis là-bas, bien sûr. Et c'est ridicule, ça aussi. Donc, pour être honnête, nous n'attendons pas, ou plutôt nous n'espérons pas, que l'Union européenne donne une impulsion qui puisse changer quoi que ce soit. Peut-être que si j'ajoute une autre question, ce qui pourrait être vraiment intéressant, c'est que je pense avoir une sorte de réponse à cette question difficile.

Pourquoi ne voit-on aucun changement dans cette situation en Allemagne, dans la politique allemande, dans l'économie et dans la société ? Et si je devais avancer une première piste de solution, je dirais que les gens vivent encore trop confortablement. Les élites en Allemagne, par exemple celles qui vivent au bord du lac de Starnberg, à Stuttgart, ou dans les villes autour de Francfort-sur-le-Main, s'en sortent encore très bien. Elles ont leurs grandes maisons, leurs grandes propriétés. Nous avons ce cas — nous en avons parlé plus tôt. De jeunes membres de la génération X héritent de leurs grands-parents d'une entreprise qui vaut deux cents millions, et ils la vendent aujourd'hui quatre-vingts millions. Ça leur est égal. Ils touchent quand même quatre-vingts millions, et ils peuvent mener une très, très belle vie avec ça. Donc, à l'heure actuelle, il n'y a pas de véritable pression sur les élites européennes pour qu'elles changent. Cette pression viendra peut-être dans dix, quinze ou vingt ans. Mais lorsqu'elle se manifesterait, il sera probablement trop tard. Oui.

#Pascal

Rolf, vous situez le problème au même endroit ? Ou d'où vient-elle, cette inertie qui semble aujourd'hui gagner l'Europe ? Enfin, beaucoup de gens semblent s'accorder pour dire que l'Europe est en très, très mauvaise posture. Mais personne ne paraît capable, ne serait-ce que d'esquisser une voie à suivre. Cela dit, je dois reconnaître que Bruxelles et les institutions européennes ne cessent de dire que tout va bien. Et votre ancien chancelier a même dit quelque chose comme : « l'Allemagne n'a jamais été aussi bien ». La rhétorique est là. Le discours, c'est : « Nous sommes les meilleurs », n'est-ce pas ? On l'entend encore partout en Europe. Mais la réalité économique, elle, semble raconter tout autre chose, encore et encore. Mais, Rolf...

#Rolf Landgraf

Rolf Haller. Sur le plan politique, je pense que vous avez soulevé un bon point. Bruxelles prend davantage de responsabilités en matière d'affaires étrangères et de défense. On remarque que ces

personnes s'expriment beaucoup plus publiquement. Mais, pour revenir à l'économie, si l'Europe ne dispose pas d'une économie durablement forte, nous ne pouvons pas maintenir notre niveau de vie. Nous ne pouvons pas financer la défense. Nous ne pouvons pas financer les infrastructures publiques. C'est donc un point crucial. Si l'Allemagne, par exemple, avait connu une croissance économique comparable à celle des États-Unis au cours des cinq dernières années, les recettes de l'État auraient augmenté d'un milliard d'euros par an. Donc, tout ce dont nous parlons — le manque d'argent pour les infrastructures, pour la protection sociale, ou pour tout ce qui nous fait défaut — serait facile à financer.

Donc, la question centrale reste toujours la même : comment faire pour que l'économie redevienne florissante ? Quel est le facteur limitant ? Il y en a beaucoup. Stefan les a mentionnés au début. Et je pense que l'État a la responsabilité de réduire la bureaucratie et les impôts. Au bout du compte, les Européens seront de moins en moins satisfaits de leur situation. Et tôt ou tard, un responsable politique comme Donald Trump pourrait émerger, quelqu'un de disruptif, qui ne s'embarrasse pas des formulaires et des réglementations. Et je pense qu'à un certain moment, il faudra quelque chose de ce genre. Tôt ou tard, nous trouverons quelqu'un dans l'un des pays européens. Et peut-être que ce sera une occasion de provoquer un changement disruptif.

#Pascal

Quels sont les secteurs les plus touchés aujourd'hui par la tendance que vous observez ? Nous avons parlé des PME, sans doute de l'industrie manufacturière. Qu'en est-il de l'agriculture ? Parce que nous avons vu que certaines sociétés de capital-risque tentent de racheter des terres agricoles, ainsi que des forêts, d'ailleurs, surtout en Europe de l'Est. Elles l'ont fait aussi aux États-Unis. Observez-vous quelque chose de ce type dans ces autres secteurs, qui ne sont pas directement des secteurs industriels ? Peut-être Stefan, puis Rolf ?

#Stephan Ebner

Avec plaisir. Pas vraiment, pour être honnête. L'exemple le plus frappant, c'est l'automobile, parce que nous avons énormément de fournisseurs, surtout ici, en Allemagne. Et si je repense à il y a dix ou quinze ans, il ne se passait déjà pas grand-chose. Mais ce que nous voyons aujourd'hui, c'est comme si nous étions devant une tombe fraîche. Plus rien ne se passe. Et quand on comprend à quel point le secteur automobile est important pour l'Allemagne... Nous avons des communes autour de Stuttgart, par exemple. Si elles ne perçoivent pas les recettes de la taxe professionnelle allemande, elles feront faillite. Donc, pour répondre à votre question : pas vraiment. C'est éclipsé par le secteur automobile.

#Pascal

Rolf, c'est l'automobile qui est en recul en Allemagne, et probablement aussi en France, hein ?

#Rolf Landgraf

L'automobile, la sidérurgie, tout ce qui dépend de coûts de l'énergie bas, tout ce secteur-là. Je pense que nous restons encore assez compétitifs. La production industrielle, les produits destinés à l'industrie, ainsi que la pharmacie, se portent encore bien. L'automobile a été mise à l'écart par l'Union européenne, parce qu'elle poussait très fortement les voitures électriques à batterie. C'est peut-être parce que les gens à Bruxelles regardaient l'Allemagne, qui a gagné le plus d'argent, ces dernières décennies, grâce au succès de son industrie automobile, et qu'ils voulaient la limiter, parce qu'ils en étaient, en quelque sorte, jaloux. Et c'est pour cette raison qu'ils ont fait avancer les voitures électriques. Ces véhicules sont plus respectueux de l'environnement, mais ce n'est qu'une partie de l'histoire.

#Pascal

Avez-vous l'espoir que l'aide puisse venir de l'autre côté de l'Atlantique ? Que l'intégration avec l'économie américaine puisse, au bout du compte, être une bénédiction déguisée, parce qu'ensemble, vous pouvez produire davantage que chacun de votre côté ? Et que la propriété intellectuelle soit à Berlin ou à Washington... enfin, au final, vous faites partie du même club. Est-ce que cela peut vous donner un peu d'espoir quant à la direction que prend cette évolution ?

#Stephan Ebner

C'est une très bonne question, mais pour être honnête, pas vraiment. Parce qu'au final, les États-Unis dans leur ensemble, le gouvernement américain, n'ont pas intérêt à voir l'économie allemande devenir très forte. Nous sommes concurrents, soyons honnêtes. Donc, à ce niveau-là, nous ne voyons aucune aide de la part des États. En revanche, nous voyons un espoir pour les entreprises d'Europe occidentale qui se disent : « Nous voulons aller aux États-Unis et y réussir. » Il pourrait y avoir une solution pour ces groupes d'entreprises d'Europe occidentale. Mais ce n'est pas une solution pour nos économies dans l'Union européenne. Et il y a peut-être une autre question intéressante : pourquoi cela fonctionne-t-il aux États-Unis ? Je veux dire, les États-Unis ont peut-être eux aussi un gouvernement très difficile en ce moment. Et ils ont également énormément de problèmes. L'un de ces problèmes s'appelle l'Iran. Alors pourquoi l'économie américaine croît-elle autant ? Et pourquoi l'économie allemande ne croît-elle pas autant que nous le souhaiterions ? Les États-Unis ont aussi le problème de la génération X, qui vend des entreprises, mais pas pour une bouchée de pain, par exemple. Je pense que c'est une question importante aussi.

#Pascal

Oui, Rolf, vous avez votre propre théorie sur la raison de tout ça ?

#Rolf Landgraf

En ce qui concerne l'économie allemande, européenne et américaine, c'est difficile, parce que ce n'est ni prévisible ni fiable. Aux États-Unis, nous avions autrefois des liens économiques très forts. Mais lorsque les droits de douane peuvent être de dix pour cent un jour, puis de vingt pour cent le lendemain, cela complique énormément l'économie. Je ne pense donc pas que cela inspire beaucoup d'espoir ou de confiance dans le fait que ces économies se développent davantage ensemble plutôt qu'en se séparant. Du moins, tant que Donald Trump sera président.

#Pascal

Et dans votre travail, est-ce que vous conseillez aussi des entreprises qui veulent se lancer sur d'autres marchés ? Pas seulement celles qui veulent céder leurs activités, mais aussi celles qui veulent entrer sur le marché chinois, par exemple, ou se développer en Asie du Sud-Est, ou encore en Amérique du Nord ? Est-ce que ça se fait encore, ça aussi ?

#Rolf Landgraf

Oui. Pour faire une remarque positive, au moins, oui, nous voyons aussi des entreprises qui partent à l'étranger, qui se développent, qui démarrent leur activité en Allemagne, puis implantent leur production dans d'autres pays. Mais elles commencent ici, en Allemagne, avant de se déployer dans le monde entier. Nous conseillons, depuis sa création il y a plusieurs années, un client présent sur le marché de l'agriculture verticale. C'est un secteur de plus en plus important, car l'agriculture verticale permet d'économiser quatre-vingt-dix pour cent de l'eau.

Vous n'avez besoin d'aucun produit chimique pour cultiver et produire, et aucun insecte n'affecte vos denrées alimentaires. C'est donc une innovation venue d'Allemagne, qui est beaucoup vendue au Moyen-Orient, parce qu'il y a trop de soleil et qu'on ne peut pas y cultiver des légumes, des salades et tout ce genre de choses. Il existe d'immenses serres agricoles, qui sont bien meilleures que la culture en plein champ. Nous voyons donc émerger des secteurs qui partent d'Allemagne et se développent dans le monde entier. Et, avec nos collègues, nous avons mis en place des structures à l'étranger, sous ces formes juridiques, partout où c'était nécessaire. Oui.

#Pascal

Oui. D'accord, Stefan. Donc, tout n'est pas catastrophique. Mais la tendance générale, c'est plutôt celle d'industries qui quittent l'Allemagne, que d'industries qui s'y implantent. C'est un peu le message ici, non ?

#Stephan Ebner

Oui, principalement en ce qui concerne les États-Unis. Nous avons donc ces grandes entreprises familiales qui investissent aux États-Unis. L'idée de base, c'est que, dans le secteur de la défense, nous aimerions aussi produire aux États-Unis. Parce qu'on est alors plus près du marché et qu'on ne

dépend pas de droits de douane ou de choses comme ça. On observe aussi un peu d'activité en Amérique du Sud, au Brésil par exemple. Malheureusement, en Asie, le niveau d'investissement est très, très, très faible. Cela devient de plus en plus difficile, surtout en Chine. On voit aussi un peu d'activité à Taïwan et à Singapour, mais cela reste principalement centré sur les États-Unis. Et c'est aussi ce que nous conseillons à nos clients. Nous leur disons, plus ou moins, que l'Union européenne est morte. Si vous voulez vous développer, regardez du côté des États-Unis.

#Pascal

Oui, l'Union européenne est peut-être morte, mais elle bouge encore et continue d'avancer. Voyons combien de temps il lui faudra pour comprendre que quelque chose doit changer. Mes collègues, avez-vous une dernière réflexion à nous faire partager ? Et où peut-on vous trouver, ainsi que vos travaux et vos conseils, pour celles et ceux qui souhaiteraient en bénéficier ?

#Stephan Ebner

Merci beaucoup. Ma dernière réflexion, c'est qu'il nous faut un nouveau départ complet. Il nous faut un nouveau départ complet, ici en Europe. Nous ne pouvons pas continuer comme nous le faisons aujourd'hui. Nous avons des élites qui ne veulent rien voir changer. Mais je pense que nous, ici, en tant que démocrates, nous devons nous mobiliser et défendre la démocratie. Nous devons les contraindre à changer. Vous pouvez toujours nous contacter. Vous pouvez nous trouver sur Internet. Nous serons heureux de vous conseiller. Appelez-nous, tout simplement. Merci.

#Rolf Landgraf

Oui, même si nous avons évoqué des situations moroses en Allemagne comme dans le reste de l'Europe, je suis très positif quant à l'avenir. Je pense que nous disposons de technologies de rupture. Elles ne viennent pas forcément d'Allemagne à l'origine, mais l'intelligence artificielle, je crois, va tout changer et nous aider. Nous allons avoir moins de salariés, parce que la population vieillit et que nous avons moins d'enfants. L'intelligence artificielle nous aidera donc largement à combler ce retard et à développer de nouvelles économies, de nouvelles entreprises. Et je reste positif. La situation actuelle, sur le plan juridique, économique et politique, peut être difficile. Mais à long terme, je pense que de bonnes années nous attendent.

#Pascal

Vos mots à l'oreille d'Ursula. Ils remettent le continent sur pied et lui redonnent de l'élan. Et surtout, ils préservent la paix. C'est un vrai danger, là-bas. Mais, mon ami Stefan Roth, merci infiniment pour votre temps aujourd'hui.

#Stephan Ebner

Merci beaucoup de nous recevoir.

#Rolf Landgraf

Merci, Pascal. Ça a été un plaisir. Merci. Merci.